

Villes en développement

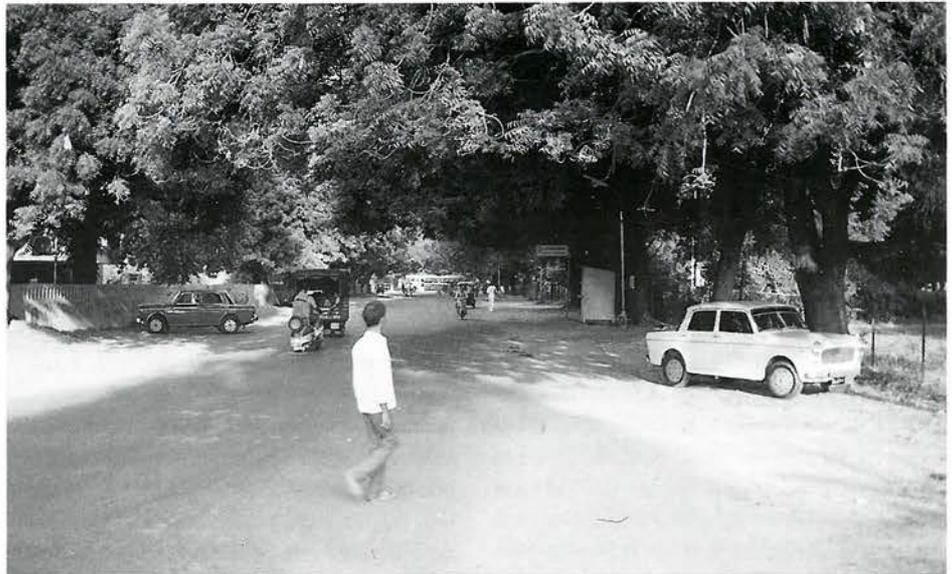


Mars 1993 - N 19

Recherche urbaine

La recherche sur les villes en développement demeure une ardente obligation. Elle participe certes de l'objectif de toute recherche scientifique : la production et la diffusion de connaissances. Point n'est besoin d'évoquer les débats dépassés sur le partage entre recherche fondamentale et recherche appliquée. La recherche est une et il n'y a que de bons et de moins bons chercheurs, dans l'énoncé de problématiques adéquates, le recours critique aux outillages conceptuels et méthodologiques appropriés, la collecte et le traitement de faits et d'informations dont l'éventuelle complexité ne saurait dispenser d'une exposition claire.

Faut-il rappeler qu'une recherche urbaine coupée d'une pratique d'une mise en perspective préalable à l'action, bref dissociant et isolant le regard du chercheur et celui du praticien, paraîtrait vouée à perdre son objectif... et son âme, même si les décisions qu'elle peut, ou non, susciter s'inscrivent en définitive dans l'ordre du politique ? Reconnaissons que cet interface (réflexion/action, savoir/projet) est un combat permanent non dénué d'ambiguïtés, mais qu'il est exclusif de toute routine intellectuelle ou professionnelle, de tout enfermement de facilité dans une discipline unique ou dans une pratique sociale séparée. Ce problème n'est pas nouveau, il ne sera sans doute jamais résolu. Mais que de progrès accomplis depuis une quinzaine d'années, par delà les pesanteurs institutionnelles, l'alternance d'avancées incitatives et de paliers ressentis parfois comme démobilisateurs ! Eppur, si muove. Dirais-je que la recherche urbaine, dès lors qu'elle concerne des sociétés et des milieux frappés de plein fouet par une croissance démographique non démentie, appelle un faisceau de contraintes spécifiques ? Étiquettes pour certains, et que je qualifierai plus volontiers de simplement réalistes. Non pas tant



Ahmedabad

Pierre-Marie Tricaud

connaître pour connaître que pour conseiller, inciter, appuyer les volontés et les forces de changement souvent fragiles et menacées ; pour étayer la mise en place de capacités à connaître, pour renforcer les potentiels de recherche là où ils existent, souvent précaires et démunis.

En un mot, inscrire la recherche urbaine dans une coopération lucide, chaleureuse s'il se

peut, toujours recommencée. Il y faut de l'intelligence et de la continuité, certes, mais aussi des caractères trempés, des équipes motivées, compétentes. Cela existe, cela ne s'est pas constitué en un jour. Le bref panorama proposé ici en témoigne.

Michel Coquery

Sommaire : Recherche urbaine

La recherche française et les problèmes urbains du tiers monde, Alain Durand-Lasserve, Espaces naturels dans une métropole indienne Ahmedabad, Philippe Blancher, Pierre-Marie Tricaud,

La Banque mondiale et la recherche urbaine, Jean-François Tribillon

La recherche urbaine en Afrique, Jean-Paul Duchemin

Ciudadagua, Daniel Faudry

Transfert ville-campagne, Rémy Prud'homme

La recherche française et les problèmes urbains du tiers monde

Au cours des deux dernières décennies, de profonds changements ont affecté les villes du Tiers-Monde : ils s'inscrivent dans un contexte où crise économique et mutations sociales compromettent la mobilisation des ressources financières et humaines et où les choix de développement tendent à accroître les inégalités plutôt qu'à les réduire.

Les différentes coopérations multi et bi-latérales, tentent d'accompagner les mutations sociales et technologiques des pays du Tiers-Monde, d'en comprendre les facteurs et les mécanismes et de mettre au point des outils et des méthodes susceptibles de prévoir ce que seront, demain, la demande et les besoins.

Dans cette perspective, la contribution de la recherche est essentielle. Que représente-t-elle en France ? Quelles difficultés rencontre-t-elle ? Quels sont ses atouts ?

Les acteurs

La recherche urbaine est menée par des grands établissements de recherche (CNRS, ORSTOM principalement) et des institutions d'enseignement supérieur : instituts d'urbanisme et laboratoires universitaires. A ces deux catégories, il faut ajouter des bureaux d'études ainsi que quelques ONG qui sont, à des degrés divers, utilisateurs et producteurs de recherches et d'études.

On dénombre ainsi environ trente formations ayant une activité continue de recherche sur les problèmes urbains du Tiers-Monde. Parmi elles, moins d'une dizaine affichent une spécificité à la fois urbaine et Tiers-Monde. La géographie et la sociologie occupent encore une place importante dans la production de recherches urbaines, mais les filières pluridisciplinaires de formation à la recherche occupent une place plus importante. L'étude sur une décennie de l'évolution des sujets traités confirme cette ouverture. Elle souligne, par ailleurs, le passage de la monographie de cas aux études thématiques. Les actions incitatives, (programme REXCOOP, les appels d'offres du ministère de la Recherche, du Plan Urbain et, plus récemment, du ministère des Affaires étrangères) ont joué un rôle important dans cette réorientation.

C'est sur les «pays du champ» que les recherches sont encore les plus nombreuses : 75% des recherches urbaines menées dans un cadre universitaire portent sur l'Afrique du Nord et l'Afrique Subsaharienne, 20% sur l'Amérique Latine, moins de 4% sur l'Asie.

La recherche française : trois types de problèmes

Les premiers ne sont pas spécifiques à la France, mais ils y sont plus fortement ressentis que dans les pays anglo-saxons : ils tiennent au déplacement progressif des lieux de la recherche et de l'expertise vers les institutions internationales intervenant sur le secteur urbain (PNUD, CNUEH et surtout Banque mondiale). Ce mouvement semble s'être accéléré au cours des dernières années.

Un second ensemble de problèmes tient à la structure même du dispositif et à son histoire récente. Il est dispersé entre de nombreuses formations qui ont les plus grandes difficultés à coordonner leurs initiatives. Cette dispersion ne permet pas toujours d'atteindre la masse critique qui serait nécessaire pour assurer une avancée significative sur certains thèmes ou régions. Elle ne permet pas, par ailleurs, faute de durée, une capitalisation suffisante des acquis.

L'évolution du dispositif de recherche et d'étude sur le secteur urbain, au cours des années 1985-1989, a gravement compromis la mise en œuvre d'une politique de la recherche : fin du Programme REXCOOP, disparition de plusieurs grands bureaux d'études et de l'Agence coopération et aménagement (ACA), dissolution du département «D» de l'ORSTOM, non renouvellement de la section Architecture, Urbanistique et Sociétés du CNRS, ... Les actions incitatives ont parfois réussi à préserver certains acquis mais, à de rares exceptions près, elles n'ont permis ni la consolidation durable de pôles de recherche, ni la construction d'un maillage solide de formations permettant une approche des problèmes urbains du Tiers-Monde à la fois en termes de recherche et en termes opérationnels.

Un dernier problème, spécifique au système français, tient à l'ambiguïté des rapports qu'entretiennent le monde de la recherche et celui des études à finalité opérationnelle.

La complémentarité des deux approches est évidente. dans la pratique elle ne l'est pas toujours. Les cloisonnements disciplinaires, professionnels, catégoriels et les référents culturels des deux milieux y font obstacle.

Plusieurs initiatives, en particulier le programme REXCOOP, ont visé - entre autres objectifs - à établir un lien durable entre la recherche et l'opérationnel : mais, faute de durée, les résultats ont été limités.

Mais la recherche française dispose d'atouts importants

D'abord un potentiel unique en Europe : de grands établissements de recherche avec un corps de chercheurs stables.

Ensuite une capitalisation du savoir sur un certain nombre de thèmes forts sur lesquels elle est internationalement reconnue (stratégies d'acteurs, travail et mobilité sociale, rapports entre niveaux de pouvoir, gestion foncière et politiques de régularisation, politiques de l'habitat, eau-assainissement, traitement des déchets, réhabilitation-préservation du patrimoine urbain, transports urbains) Enfin, elle a su faire preuve, au cours de la dernière décennie, d'une aptitude particulière, autour de ces thèmes, à analyser l'articulation du social au technique.

La recomposition du milieu de la recherche française

Elle est marquée d'une part, par l'émergence de nouvelles problématiques portées par une demande émanant d'acteurs qui ne sont pas directement impliqués dans la production de la recherche mais sont porteurs d'un nouveau questionnement (ONG, Collectivités locales, ...), d'autre part, par une séparation moins forte entre recherche urbaine sur les pays du Tiers-Monde et recherche urbaine sur les pays développés, tant en ce qui concerne les thématiques que les méthodes.

Cette recomposition est accompagnée par la mise en place de nouvelles structures de recherche pluridisciplinaires, fédératives ou fonctionnant en réseaux : PIR-Villes du CNRS, Groupement de Recherche Interurba, Ecole des Hautes Etudes Urbaines, et la constitution d'un pôle de recherche et de formation de dimension internationale dans la région parisienne.

Mais il manque sans doute un élément de coordination ; un lieu fort d'échange permanent entre les milieux de la recherche et les opérateurs engagés dans des actions de coopération sur le secteur urbain. Le SMUH, devenu ACA, n'a pas été bien relayé dans cette fonction.

Alain Durand-Lasserve,
CNRS, GRD- Interurba

Espaces naturels dans une métropole indienne

Ahmedabad

La direction du département et de la coopération scientifique, technique et éducative du ministère des Affaires étrangères a confié à Pierre-Marie Tricaud un programme de recherche sur la gestion des «espaces naturels» dans les grandes métropoles des pays en développement.

Ce programme avait pour but d'étudier la place, l'évolution et le rôle des espaces de nature et des éléments naturels. Peuplements animaux et végétaux, et milieux naturels dans les grandes agglomérations des pays en développement. Ont donc été étudiés les lieux suivants : ceintures vertes, espace péri-urbain, espaces verts, fleuves et rivages, agriculture et élevages urbains.

Il s'agit ainsi, par une sensibilisation des professionnels, d'améliorer la gestion de l'interface ville-espaces naturels pour mieux répondre aux besoins de l'ensemble des habitants de la ville : approvisionnement (légumes, fourrages, élevages...), emploi, qualité de l'environnement, loisirs et culture.

Ce programme s'est appuyé, outre les sources bibliographiques, sur cinq monographies de villes : Freetown (Sierra Leone) et Ibadan (Nigéria) en Afrique noire, plus orientée sur l'agriculture urbaine ; Tunis et le Caire (demande en jardins d'agrément, projets de ceintures vertes conquises sur des terrains arides) ; Ahmedabad, décrite dans le présent article.

La dernière étude, menée en collaboration avec Economie et Humanisme, a largement impliqué les acteurs locaux (municipalité, établissements universitaires, ONG, sans oublier l'Alliance française). Elle devrait, dans les jours qui viennent, se traduire par quelques initiatives (création d'un groupe de travail, expérimentation).

Le projet

Ahmedabad est une agglomération d'environ 3,5 millions d'habitants, située au nord-ouest de l'Inde, capitale de l'état de Gujarat. C'est un centre industriel, commercial et culturel très actif.

L'étude a rassemblé les données existantes sur les différents types de végétation présents dans l'agglomération ; seuls les parcs (60 d'une surface totale de 115 ha, soit 0,5% de la superficie totale) et les bois gérés par l'état sont à peu près bien identifiés. L'étude insiste donc sur le rôle que la télédétection pourrait jouer dans l'établissement d'un état des lieux



rive ouest d'Ahmedabad

Pierre-Marie Tricaud

systématique, précis et à jour, indispensable à une bonne gestion.

L'étude caractérise le rôle que la végétation joue dans l'amélioration de l'environnement global de la ville (biodiversité, température, humidité, pureté de l'air...) ; toutefois, en s'appuyant sur une étude de Dr. Anjana Desai sur la perception de l'environnement par les habitants d'Ahmedabad, elle souligne que pour la plupart des habitants, l'environnement physique compte moins que l'environnement social.

La végétation doit donc s'intégrer et améliorer la qualité d'espaces de sociabilité forte. Aussi l'étude rappelle les résultats des travaux sur les espaces libres réalisés par la Vastu shilpa foundation for studies and research in environmental design d'Ahmedabad. Selon la VSF, les espaces fonctionnant le mieux sont les espaces communs à un groupe limité, ayant une identité et des limites claires, permettant de développer une appropriation par ses usagers et un contrôle social de leur usage. Intégrés à ces espaces, les arbres répondent à plusieurs fonctions : ombres, repères visuels, définition d'un territoire... Ces réflexions demeurent vraies même pour les bidonvilles comme le montre une étude conduite à Indore. L'urbanisme moderne a souvent créé des espaces verts en contradiction avec ces principes ; ils deviennent alors rapidement de véritables terrains vagues.

Par ailleurs, s'appuyant sur nos propres observations et celles de chercheurs de Calcutta,

nous attirons l'attention sur les plantations d'alignement le long des rues et avenues. Sont associées à ces plantations de nombreuses activités économiques (souvent liées au secteur informel), sociales et religieuses dans la mesure où les arbres sont d'une essence adaptée : banyan, pipal, neems...

On retrouve là comme ailleurs l'importance des éléments naturels dans la culture indienne. Différentes variétés d'arbres et de buissons sont associées à des divinités ; de ce fait, elles sont l'objet d'un respect particulier et font partie de la vie quotidienne et des rituels (les deux étant intimement liés dans la culture indienne).

Stratégie pour le développement de la végétation

Le coeur de toute stratégie de développement de la végétation réside dans la conception et l'aménagement d'espaces libres plantés conformes aux besoins et aux comportements de la population. Sur cette base, l'étude propose plusieurs projets sectoriels et les bases d'un schéma d'aménagement des espaces naturels pour Ahmedabad.

**Philippe Blancher, directeur
d'Economie et humanisme
Pierre-Marie Tricaud, paysagiste,
IAURIF**

La Banque mondiale et la recherche urbaine

Notre intention n'est pas de fournir ici une analyse spectrale de l'institution et de sa capacité à produire de la recherche urbaine. Nous nous contentons de faire part des réflexions que nous inspire la pratique de la Banque, sur le théâtre de ses opérations africaines, celles que nous fréquentons comme consultant, comme projeteur et comme exécutant agissant le plus souvent à sa demande ou à celle de l'Etat concerné.

La recherche urbaine n'est pas pour la Banque une préoccupation majeure. Ce qui la préoccupe, c'est de faire tourner la machine de la coopération internationale dans ce domaine de l'urbain. De la faire tourner à son régime maximum, qui ne semble limité, vu du terrain, que par la capacité du pays receveur à gérer les flux, à les recevoir et, en principe, à les rembourser.

Voilà qui devrait rassurer les partisans des idées simples sur la division du travail : la recherche relève des institutions de recherche, l'enseignement est ce que dispensent les enseignants, et le développement mondial est l'unique objet des activités de cette Banque.

Il est vrai qu'elle n'a produit aucun concept fondateur de la sociologie ou de l'économie urbaine de ses trente dernières années. Mais il est évident aussi qu'elle introduit sans cesse de nouveaux dispositifs ou procédés dans le seul but, en apparence, d'«en faire plus» : plus de services, plus de terrains à bâtir, plus d'équipements...

Par exemple, c'est en cherchant à limiter les dégâts sociaux des ajustements structurels et à contourner les administrations bureaucratiques que la Banque a «inventé» les agences parapubliques de travaux qui ont pour travail de distribuer la commande publique de travaux aux petites entreprises et en particulier à celles qui utilisent beaucoup de main d'œuvre ; par exemple, c'est en constatant l'impossibilité, à K., de produire les terrains à bâtir par le moyen des procédures classiques et étatiques du lotissement, que la Banque a accepté l'idée d'une collaboration entre les services de l'urbanisme et les propriétaires coutumiers du sol, que de toutes les façons on ne pouvait plus exproprier faute de liquidités ou de terrains de réinstallation.

On verra le deuxième projet urbain de G. faire de l'Etat le premier acteur de l'équipement et de l'aménagement des nouveaux sites d'accueil de l'habitat parce que dans la période considérée il est l'instance de direction la plus



Djibouti

Groupe Huit

sûre, la moins incertaine, la moins floue... et tant pis pour le discours antiétatiste officiel. Cette sorte d'empirisme innovant est pratiquée tout spécialement dans le domaine urbain. Quand la Banque intervient dans les secteurs financiers, économiques, industriels ou lorsqu'elle s'attaque à la restructuration de l'administration générale, sa pensée semble moins souple, plus doctrinale, manifestant moins d'intelligence des dynamiques sociales concrètes et locales.

Pourquoi ce particularisme du secteur urbain ? Parce que ce secteur est minoritaire dans l'institution «Banque» qui le laisse jouer un peu les têtes chercheuses, et ce sans risque compte tenu de sa situation plus ou moins marginale. Et aussi parce le domaine urbain est un domaine spécifique qui ne laisse pas beaucoup de place et de temps à des réponses doctrinaires. L'urbanisation du tiers-monde est un défi permanent, une menace, et la ville, elle-même, ressemble à une vague déferlante. Il faut agir vite, tracer quelques voies de liaison, installer quelques grosses conduites d'eau, tenter de canaliser la construction populaire, associer les petites entreprises à la gestion des services urbains... Une fois que vous avez constaté que les solutions classiques de l'urbanisme, de la production administrative des sols, des concessions de services ou d'aménagement foncier à des grandes compagnies... ne fonctionnent pas ou fonctionnent mal, il ne vous reste plus qu'à explorer d'autres voies.

Il suffit d'ouvrir les yeux pour s'apercevoir que certaines de ces voies sont

systématiquement explorées et que d'autres sont méprisées, comme les transports collectifs ou la planification urbaine qui d'ailleurs n'entrent nullement en contradiction avec une gestion urbaine de type libéral. En général la question des articulations entre services publics et services privés et entre administrations centrales et collectivités locales est ignorée au profit d'un «tout privé» et d'un «tout local» présentés naïvement comme les vrais fondements du vrai libéralisme.

Il se peut que de manière quelque peu paradoxale l'innovation majeure de la Banque réside finalement dans sa conception du projet urbain lui-même considéré comme un ensemble d'investissements finalisés et présentés comme cohérents formant un objet dont on peut (doit) mesurer les effets de développement. Les effets recherchés sont de moins en moins un rendement économique de plus en plus incertain (bien qu'affiché comme l'objectif n°1) qu'un changement social et institutionnel considéré à la fois comme introduisant de nouvelles réponses immédiates et comme préparant à long terme l'avènement de nouvelles méthodes de gouvernement des villes.

Les discussions -orageuses et fertiles- de travail (*et d'après-travail*) des gens qui œuvrent à ces projets n'ont que la question du changement pour objet. La question du rendement n'y est jamais abordée.

Jean-François TRIBILLON

La recherche urbaine en Afrique

Comme ailleurs, la recherche urbaine en Afrique s'est réellement développée lorsque les villes sont devenues des «problèmes».

Dans les années 60, deux symptômes ont fait prendre conscience de l'urgence des recherches sur la ville :

- les «bidonvilles» : c'est à dire la perception des formes multiples d'habitat précaire,
- la croissance des villes : c'est à dire les problèmes de tous ordres que pose cette croissance dans ses deux modalités, démographique et spatiale.

Toutefois, par rapport aux autres continents, l'Afrique n'a connu l'urbanisation de masse que tardivement. La grande ville, qui révèle l'ampleur des questions que pose cette urbanisation de masse, est d'apparition récente. Au départ, la recherche africaine s'est interrogée sur l'application aux villes du continent des concepts nés sur d'autres continents, Europe et Amérique Latine. Elle s'est ainsi «calée» rapidement sur les grands courants de la recherche internationale.

Deux pratiques de recherche ont toujours coexisté : celle des chercheurs et celle des praticiens. Ces deux pratiques, si elles ont été, quasi toujours, mises en oeuvre par des hommes différents, n'ont pas cessé de se nourrir l'une, l'autre. Les analyses des uns sur les modalités de la croissance ont rejoint et nourri les préoccupations des autres sur l'indispensable planification de cette croissance.

Ainsi, le thème de la maîtrise de la croissance spatiale et démographique a produit, à la fois, de remarquables analyses du développement des villes et une série d'instruments d'action (Plan directeur, SDAU, ...) où pouvaient se reconnaître tantôt l'influence du "physical planning" britannique, tantôt celle, française, de l'aménagement du territoire.

La prise de conscience de l'inacceptable : la précarité du logement des pauvres, a été le moteur de nombreuses analyses. Les valeurs positives de cet habitat ont été mises en évidence : adaptation aux moyens des habitants, qualité non négligeable du bâti construit, évolutivité, proximité des lieux d'emploi, Il en est résulté un changement important de politique : du «déguerpissement» on est passé, presque partout, à la réhabilitation des quartiers spontanés. Parallèlement, et avec l'aide décisive du programme REXCOOP, de nombreux travaux ont été menés visant, d'une part, à analyser l'économie de la construction et, d'autre part, à produire des modèles d'ha-



Douala

Constance Corbier

bitat à faible coût (matériaux locaux en particulier).

Lorsqu'il s'est avéré que maîtriser la croissance urbaine n'était pas un objectif atteignable à court terme, les chercheurs et les praticiens se sont donnés, comme axe prioritaire, l'équipement des quartiers en services essentiels. Les recherches ont été très poussées dans trois secteurs : la distribution de l'eau, l'assainissement, les transports.

La croissance spatiale pose, en effet, de difficiles problèmes d'extension des réseaux.

En matière de distribution de l'eau, comme dans d'autres services essentiels, l'exigence morale de l'accès de tous se trouve confrontée à la nécessaire récupération des coûts. Les différentes combinaisons ont été étudiées. «L'impérialisme» du système lourd d'assainissement par réseau d'égouts fait place à des techniques alternatives où l'assainissement individuel sur la parcelle prend une place de plus en plus importante. En matière de transports, la vive concurrence des transporteurs privés a mis en difficulté quasi tous les services publics de transport urbain. La recherche s'est préoccupée de proposer les articulations possibles entre les deux secteurs. Un secteur de recherches s'est développé plus spécifiquement en Afrique, c'est celui de l'analyse du foncier urbain et des pratiques de recours aux différents droits qui légalement ou non le réglemente (droit «coutumier», droit «colonial», droit «moderne»...).

Grâce à la prise de conscience de l'importance des questions urbaines dans le tiers-monde de la part de leurs institutions de pilotage et de gestion de la recherche, les

chercheurs du nord ont pu bénéficier d'un soutien non négligeable pour mener, dans de bonnes conditions, leurs travaux.

Il n'en n'a pas été de même pour les chercheurs africains. Certes, ils ont bénéficié des dynamiques impulsées par les coopérations extérieures (française, canadienne, de l'Europe du nord et, récemment UNCHS et Banque mondiale), ainsi que de l'instauration d'un partenariat, plus construit, entre chercheurs du nord et du sud. Mais la recherche en Afrique est en état de détresse. Les Etats n'ont, au mieux, que les moyens de maintenir les structures. Les moyens d'agir ont disparu. Seules, les commandes venant des pays développés alimentent encore les études. Les chercheurs errent entre l'abandon de toute ambition de recherche et la course effrénée au contrat de «survie».

La recherche urbaine n'est pas mieux lotie, même si l'intérêt porté aux questions urbaines par les bailleurs de fonds se maintient.

Dans un sursaut récent, toutefois, les chercheurs africains ont décidé de créer entre eux un réseau d'échanges, le RIEU (réseau interafricain d'études urbaines). L'appui de la coopération française leur est acquis. Un séminaire inaugural vient de se tenir à Brazzaville. Une commande sur l'état de la recherche urbaine en Afrique vient de leur être passée.

Nous ne pouvons qu'espérer que, grâce à cette volonté d'exister, la recherche urbaine africaine va renaître pleinement.

Jean-Paul DUCHEMIN

Ciudagua

Ciudagua est un programme de coopération décentralisée entre l'Europe et l'Amérique Latine dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement, lancé par Cités-unies développement en 1988. Le programme s'appuie sur des colloques réunissant des représentants des villes latino-américaines et européennes, en fait essentiellement françaises et espagnoles. Les délégations latino-américaines rassemblent tous les acteurs du secteur de l'eau dans les villes, à savoir les maires, les responsables des services des eaux, les associations de quartier et les chercheurs en sciences sociales, souvent impliqués dans l'assistance technique aux organisations populaires.

Chaque colloque est préparé par un programme de recherches dont les analyses et conclusions constituent la matière première des débats. La valorisation n'est donc pas une préoccupation surajoutée, elle constitue presque la motivation principale des recherches et les colloques tiennent d'ailleurs plus du forum que du séminaire.

Les recherches sont effectuées par des équipes latino-américaines appartenant à un ré-

seau -REDES- qui existait déjà mais qui s'est trouvé ainsi sensiblement renforcé et dynamisé. Il est maintenant implanté dans tous les pays d'Amérique Latine. Le réseau assure la coordination des programmes en liaison avec un chercheur français.

L'objectif de développer des coopérations avec les chercheurs européens n'a malheureusement pas été atteint faute de financement sur ce thème. Jusqu'à présent en effet, seul le Plan Urbain s'est engagé.

Trois programmes correspondant à trois colloques ont été menés à bien. Le premier (colloque de Montevideo) visait à dresser un diagnostic global du secteur (accès aux services, situation économique et institutionnelle, aspects technologiques) appuyé sur des monographies de cinq grandes capitales. Le deuxième programme (Quito, janvier 1990) a porté sur la participation des habitants à la réalisation et à la gestion des réseaux. Le troisième (San José de Costa Rica, juin 1991) traitait de la gestion intégrée de l'eau potable et de l'assainissement.

La somme de ces recherches constitue sans doute le meilleur ensemble d'analyses ac-

tuellement disponible sur le secteur urbain de l'eau en Amérique Latine.

Une des lacunes de ces programmes est sans doute de ne pas avoir suffisamment approfondi les problèmes des choix technologiques et de l'aide internationale. Elle devrait être en partie comblée par le prochain programme qui visera à évaluer les actions de coopération décentralisées développées dans le cadre de Ciudagua.

Au total plus de 17 centres de recherche ont été mobilisés en Amérique Latine et les actes des deux premiers colloques ont pu être publiés. Une dizaine d'accords de coopération ont été signés. Une association a été créée, ALCEPA, qui regroupe actuellement 500 services d'eau potable et d'assainissement. Une confédération latino-américaine de «pobladores» a également été créée.

Le prochain colloque Ciudagua est prévu pour 1994 au Brésil.

Daniel Faudry,
Membre du Comité permanent
Ciudagua

Transferts ville - campagne

On dit souvent que les grandes villes des pays en développement exploitent et affaiblissent les campagnes de ces pays. Certains mécanismes, comme la fixation autoritaire de certains prix, ont pu avoir cet effet. Mais d'autres mécanismes, comme notamment le budget des Etats, ont l'effet inverse. C'est ce qu'a montré un ensemble de recherches entreprises par l'OEIL, un laboratoire de l'Université de Paris XII.

Les chercheurs de l'OEIL - Rémy Prud'homme, Laurent Davezies, Bernard-Henri Nicot, Yara Oliveira - ont d'abord étudié le cas de Paris, puis ceux de Casablanca, Abidjan, Bangkok, Sao Paulo, avec des financements divers : gouvernement du Maroc, Banque mondiale, et gouvernement du Brésil. La méthode est simple dans son principe et difficile dans son application. On décompose le budget du pays considéré en plusieurs centaines de rubriques de dépenses et de recettes. On alloue chacune de ces rubriques à la métropole étudiée et au reste du pays, selon des critères économiques, cherchant à savoir qui a effectivement supporté le poids de l'impôt, et qui a effectivement bénéficié des services produits. S'il y a plusieurs façons raisonnables d'effectuer cette allocation, on les essaye toutes, faisant ainsi une sorte d'étude de sensibilité généralisée. Les résultats ne laissent pas de place au doute : ce que les grandes métropoles donnent au budget national est plus important que ce qu'elles en reçoivent. Ces résultats ne sont ni surprenants, ni encore moins déplorables. Les métropoles contribuent beaucoup au budget parce que les activités et les richesses y sont concentrées. Les campagnes sont trop pauvres pour être effectivement taxées. Même si les habitants des métropoles ont «un peu plus que leur

part» du budget, ils sont finalement perdants. Cette redistribution engendrée par le budget est une forme désirable de solidarité.

Mais ces résultats ont des implications politiques. Ils montrent que les villes ne sont pas des monstres qui sucent le sang des campagnes et freinent le développement économique. Ce sont des lieux où la productivité - et partant le revenu - sont plus élevés qu'ailleurs, et qui redistribuent une part de ce surplus de productivité. Il faut organiser et gérer les villes, pas les combattre, si l'on veut favoriser le développement.

Rémy Prud'homme, l'OEIL

Transferts entre métropoles et reste du pays induits par les budgets nationaux

| | Abidjan 1984 | Bangkok 1987 | Casablanca 1982 | Sao Paulo 1985 | Paris 1984 |
|-----------------------------------|-----------------|-----------------|--------------------|-------------------|---------------|
| Part de la population du pays (%) | 18 | 14 | 12 | 12 | 18 |
| En % du budget national | | | | | |
| Contribution au budget | 54 | 41 | 34 | 20 | 26 |
| Gains du budget | 25 | 28 | 18 | 14 | 19 |
| Transferts | 25 | 13 | 16 | 6 | 7 |
| Transfert par habitants (\$) | 200 | 160 | 400 | 90 | 870 |
| Transferts en % du PNB | 5,3 | 2,5 | 6,5 | 7,4 | 1,7 |

Nouvelles de la Coopération

Restructuration au ministère de la Coopération

Le ministère de la Coopération et du développement a effectué une restructuration partielle de ses services qui procède à la fois de la volonté d'un resserrement des services et du souci de mieux appréhender les nouvelles réalités des PED aujourd'hui. La direction du développement ne compte plus que 4 sous-directions (contre 7 anciennement) : Développement institutionnel, Développement économique, Santé et développement social, Education et ressources humaines.

Dans cette transformation, le Bureau du développement urbain s'intègre au nouveau Bureau de la ville et de la décentralisation en élargissant son champ de compétences : celui-ci comporte les questions de décentralisation et d'administration du territoire, le renforcement des capacités de gestion et développement locales, aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain, les projets de développement urbain et enfin la coopération décentralisée.

Ce nouveau bureau comptera, à terme, sur une équipe pluridisciplinaire de 7 cadres et 4 gestionnaires.

Contact : *Félice Starling, ministère de la Coopération et du développement, bureau de la ville et de la décentralisation, 1 bis avenue de Villars, 75007 Paris, France.*

Nominations

Jean Faussurier, ingénieur TPE, est nommé chargé de mission géographique pour l'Inde et l'Asie du Sud-Est à la sous-direction des Actions internationales du ministère de l'Équipement, du logement et des transports.

- Coopérants civils nommés en 1993

Burkina Faso

Dominique Bertrand, ITPE, coordinateur à la Direction des Transports terrestres à Ouagadougou.

Mexique

Gilles David, ITPE, conseiller à l'Institut mexicain des techniques de l'eau à Mexico.

Programme de développement municipal (PDM)

Le PDM a lancé son programme de séminaires d'animation sur le thème du développement municipal.

A Cotonou, s'est tenue du 4 au 6 novembre 1992 une rencontre sur la problématique «Défi municipal et ressources humaines». Abidjan était le cadre d'une rencontre sur le thème du «Crédit municipal» du 16 au 20 novembre. Le PDM a aussi activement participé à l'animation du stage coopérants «Développement municipal», à Cotonou du 9 au 12 novembre 1992.

La suite du programme prévoit l'organisation de 6 à 8 séminaires dans le courant du 1^{er} semestre 93, en même temps que le lancement de travaux de capitalisation sur le thème des finances locales, des indicateurs de gestion municipale, ... Des missions d'appui ponctuel, à la demande des bénéficiaires seront organisées par l'Unité des programmes.

Contact : *Jean-Pierre Elong M' Bassi PDM Module Afrique de l'Ouest BP 01-3445, Cotonou, Bénin.*

Appel d'offres du ministère de la Recherche et de l'espace sur les villes des PED

Le ministère de la Recherche et de l'espace vient de lancer un appel d'offres intitulé «Crise et mutations des villes des pays en développement» clos le 19 mars 1993.

Les mutations des villes des PED indiquent les trois orientations ou sous-thèmes de la recherche, objet de l'appel d'offres :

1. Redistribution des pouvoirs urbains.
2. Segmentation des sociétés urbaines.
3. Évolution et effets des politiques urbaines.

Les critères de jugement sont : la prise en compte des trois orientations ci-dessus, transversalité et pluridisciplinarité, l'association effective avec des équipes des PED, l'importance des recherches de terrain et des évaluations.

Responsable de l'appel d'offre : *Pierre Trincaz, ministère de la Recherche et de l'espace, département recherche pour le développement, 1 rue Descartes, 75015 Paris, France, tél. : (33.1) 46.34.32.26 fax : (33.1) 46.34.37.06.*

Interurba

- Le groupement de recherche Interurba a enfin une adresse et publie une lettre de liaison «Urbinfo» qui donne des informations sur la vie du groupement : programme et groupes de travail, séminaires ; sur les activités des formations membres et les nouvelles des correspondants.

Contact : *GDR-Interurba, 109 rue de Turennes, 75003 Paris, France tél. (33.1) 42.71.20.98, fax: (33.1) 2.71.20.91*

Autres réseaux :

- Réseau inter africain d'études urbaines (RIEU)

Association chargée de favoriser les contacts, la recherche, et être un instrument de collaboration entre chercheurs et praticiens africains et leurs partenaires des autres continents, favoriser la coordination des programmes de recherche, formation et information, ainsi que la promotion de thèmes nouveaux.

Contact : *Robert-Edmond Ziavoula, ENAM/CERPAD, Université Marien Ngouabi, BP 1191, Brazzaville - Congo*

- Red de Estudios de los servicios urbanos en América Latina (REDES)

Réseau d'études sur les services urbains en Amérique Latine qui regroupe des chercheurs de divers organismes du Chili, de Colombie, du Pérou. Il est appuyé par l'Agence Cités unies développement.

Contact : *Marcelo Nowersztern, CUD, 22 rue d'Alsace, 92700 Levallois-Perret, France, tél. : (33.1) 47.39.36.86, fax : (33.1) 42.70.37.9937.*

- **Citynet** : réseau régional d'autorités locales pour la gestion des établissements humains en Asie et dans le Pacifique en partenariat avec les organisations non gouvernementales.

Contact : *Secrétariat général U.N. ESCAP, division of industry, human settlements and environment, Rajadamnern avenue, Bangkok, 10200 Thaïlande*

- Association pour une fondation des villes et territoires méditerranéen.

Contact : *Jean Claude Jager, délégué général C/O Ecole d'architecture de Marseille-Luminy, 184 avenue de Luminy Case 912, 13009 Marseille, France, tél. : (33.1) 91.26.79.79, fax : (33.1) 91.82.12.81*

Colloques

Toronto - Canada 12-17 juin 1993

Renforcer nos communautés. 31^{ème} congrès mondial de l'Union internationale des villes et pouvoirs locaux (IULA) ; 4 grands sous-thèmes : autonomie locale, vitalité économique, bien-être communautaire ; intégrité de l'environnement.

Contact : IULA '93 Congress Secretariat - Station 1060 - Metro Hall - 55, John Street
TORONTO, Ontario, Canada M5V 3C6 - tél. 416-392-8673; fax. 416-392-3751

Johannesburg - Afrique du Sud 20-24 septembre 1993

WASTEX Salon international de l'environnement et WATER AFRICA, congrès-exposition africain sur l'eau.

Contact : Specialised Exhibitions
P.O. Box 2900 JOHANNESBURG 2000 - République Sud Africaine

Montréal - Canada 21-25 sept. 1993

Le citoyen et le développement durable. Metropolis '93 : 4^{ème} congrès de l'Association mondiale des grandes métropoles.

Contact : Congrès Metropolis '93 - Communauté urbaine de Montréal
2, Complexe Desjardins C.P. 129 - Montréal (Québec) Canada H5B 1E6
tél. (1-514) 280 40 68 - fax. (1-514) 280 42 44

A lire

Les thèses françaises sur les villes des pays en développement (1980-1990) par François Leimdorfer et Laurent Vidal.- Paris : GDR Interurba, 1992.- 159 p. (Coll. Pratiques urbaines, 10).

Analyse statistique et lexicologique des titres d'un corpus de 622 thèses de 3^{ème} cycle, de nouveau régime ou d'Etat, soutenues en France de 1980 à 1990, portant sur le champ des études urbaines sur les pays en développement. Cette analyse s'insère dans une étude générale du Groupement de recherche Interurba, d'identification du dispositif française de recherche sur les villes des pays en développement.

Diffusion : AITEC, 14 rue de Nanteuil,
75015 Paris, France

Prix : 50 FF. TTC

Mobilité et transports dans les villes en développement. CODATU V, Sao Paulo, septembre 1990, sous la direction de Xavier Godard.- Paris: L'Harmattan, 1992.- 233 p. (Coll. Villes et entreprises)

Au delà de CODATU V, l'interrogation porte sur les formes de transferts et d'influences qui s'exercent sur les politiques locales de transport et sur la mise en oeuvre de solutions adaptées, au travers des échanges internationaux dont bénéficient les villes en développement: échanges économiques et financiers, mais aussi échanges de technologies et de modèles d'organisation, échanges Nord-Sud mais aussi Sud-Sud...

Diffusion : L'Harmattan, 5-7 rue de l'Ecole
Polytechnique, 75005 Paris, France

Prix : 140 FF. TTC

Habitations et habitat d'Asie du Sud-Est continentale, édité par J. Matras-Guin et C. Taillard.- Paris: L'Harmattan, 1992.- 233 p. (Coll. Recherches asiatiques).

Fruit d'une réflexion pluridisciplinaire, l'ouvrage étudie la dynamique des relations espace-société aux trois échelles locales: l'habitation, le village rural ou le quartier urbain, le groupement de villages ou de quartiers par laquelle s'opère l'articulation à la société urbaine et étatique, des populations rurales ou urbaines de la péninsule indochinoise ou des populations de la péninsule transplantées dans le monde occidental.

Diffusion : L'Harmattan, 5-7 rue de l'Ecole
Polytechnique, 75005 Paris, France

Prix : 250 FF, TTC

Institut des Sciences et des Techniques de l'Équipement et de l'Environnement pour le Développement

Centre de documentation et d'information "Villes en développement"

Arche de la Défense, 92055 Paris-la-Défense Cédex 04 - Tél. 40.81.15.74

Nom :

Organisme :

Adresse :

Directeur de publication :

J. Baudoin, président de l'ISTED

Rédacteur en chef : ADP, F. Noisette

Comité de rédaction : X. Crépin,

A. Durand-Lasserve, L. Fernique, D. Gardin,

H. Lainé, F. Reynaud, F. Starling

Secrétaire de rédaction et fabrication : Ch. Rebel

Impression : SIRAP

ISSN 1151-1672

Abonnement: 120 F/4 n° par an